

Au-delà du PIB : est-il possible de recentrer le débat ?

Georg Feigl, Sven Hergovich et Miriam Rehm

Avant même le début, en 2007, de la crise financière et économique, l'impression avait déjà émergé que quelque chose allait de travers dans l'économie, malgré des taux de croissance relativement élevés et un chômage en baisse. En Europe, tout au moins, la croissance économique paraissait déconnectée du bien-être subjectif, tandis que les conséquences écologiques de cette croissance faisaient l'objet de préoccupations montantes.

Le débat gagna encore en importance en 2008, avec la mise en place de la « Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social » (Stiglitz *et al.*, 2009), mieux connue sous le nom de Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (CSSF). Bien que beaucoup d'initiatives similaires aient été lancées au cours des quarante dernières années, cette Commission instigua un nouveau débat d'ampleur. Dans la sphère politique européenne, c'est sous le nom « Au-delà du PIB » qu'il s'est largement fait connaître (Commission européenne, 2009).

En 2012, la Commission devait présenter un rapport sur la mise en œuvre d'« indicateurs effectuant ce que les gens en attendent réellement, à savoir mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte durable des objectifs sociaux, économiques et environnementaux » (*ibidem* : 11). Ceux-ci auraient alors été à même de jeter les bases des futures politiques économiques et sociales.

La profonde crise économique en cours depuis 2008 aurait dû rendre évident que la stratégie économique actuelle n'avait pas réussi à apporter à l'Europe un progrès durable pour tous, et donc soutenir l'initiative. En outre, la crise a également douloureusement démontré combien l'absence de croissance, et en particulier une diminution du PIB, pouvait avoir des conséquences désastreuses sur le bien-être subjectif,

via, principalement, la hausse du chômage et de la pauvreté, ainsi que le pessimisme et la misère concomitants. C'est pourtant une fragmentation des différentes initiatives qui s'est opérée : la question de l'« au-delà du PIB » cessa *grosso modo* de constituer un point d'attention et Europe 2020, la stratégie qui y était liée, connut même d'importants revers dès lors que toute l'attention était focalisée sur des mesures à court terme de lutte contre la crise. L'occasion de développer une gouvernance économique plus cohérente en Europe a donc été manquée.

L'absence de croissance depuis 2008 conduit directement à un point crucial du *débat sur le dépassement du PIB* (DDP). Le PIB n'est pas un but en soi, mais il peut être un moyen de réaliser des progrès. La nature de ces progrès est difficile à définir *a priori* : elle est en effet le résultat d'un processus profondément politique. La philosophie a néanmoins tenté de donner quelques éléments de réponse – l'approche bien connue des capacités d'Amartya Sen (2009) et Martha Nussbaum (2000) met, par exemple, l'accent sur la capacité à atteindre le bonheur plutôt que sur la réalisation effective des objectifs souhaités. Robert et Edward Skidelsky (2012), respectivement économiste et philosophe, ont au contraire développé une liste de produits de base qui sont autant d'éléments constitutifs d'une « vie bonne ». Ce faisant, ils ont ranimé un débat remontant au moins à Aristote.

Certains éléments de ce débat sont pertinents pour la présente discussion. Tout d'abord, l'activité économique peut être orientée soit vers l'amélioration du niveau de vie, soit vers l'augmentation du temps libre. Chacun des deux « nous mènera hors du tunnel de la nécessité économique, vers la lumière du jour », comme Keynes l'a affirmé avec force en 1930 (Keynes, 1963 : 7). Deuxièmement, il s'agit d'examiner la répartition de ces possibilités, qui sont principalement déterminées par le revenu et la richesse. En troisième lieu, puisque le PNB « mesure tout [...] sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue », comme l'a dit le sénateur Robert F. Kennedy en 1968 (voir Tayler, 2012), il est important d'intégrer d'autres aspects influant sur la qualité de vie sans être directement mesurés par le niveau de l'activité économique. Il s'agit notamment (non exhaustivement) de la santé, l'inclusion sociale, l'épanouissement individuel, la sécurité au sens large, les loisirs, l'harmonie avec la nature et les principes religieux, et de la haute qualité des services publics. La CSSF a largement contourné les écueils philosophiques en préférant se demander quelles données statistiques manquaient

pour mener des politiques meilleures et plus fondées sur les faits. Le présent chapitre s'inscrit dans cette approche pragmatique tout en reconnaissant que la détermination de l'ensemble des indicateurs supplémentaires et de leur classement constitue une question fondamentalement politique qui ne peut être tranchée par des experts.

La première partie de cette contribution replace le DDP dans le contexte de la politique économique et de la gouvernance européennes actuelles. Nous soutenons que les deux ne sont guère compatibles et que celui-ci doit être modifié pour prendre celui-là au sérieux. La deuxième partie tente de faire la lumière sur les dimensions principales de la triple crise de performance économique, de progrès social et de leurs potentielles limites (écologiques), et établit un lien entre ces crises et les tentatives de trouver une meilleure façon de mesurer les progrès accomplis. La troisième partie décrit le contexte historique du DDP, qui a connu son premier pic dans les années 1970. En particulier, nous nous demandons pourquoi le PIB est devenu un indicateur de plus en plus important, dont les alternatives sont à peine connues aujourd'hui, et ce que le débat actuel peut apprendre des discussions qui ont eu lieu voici plus de 40 ans. Enfin, nous proposons que l'emploi, la répartition et la transition socio-écologique deviennent les trois piliers d'un projet visant à accroître le bien-être, que nous estimons nécessaire pour aller au-delà de la seule mise au point sur le PIB.

1. Le DDP dans le cadre de la politique économique européenne

Lorsque, en août 2009, les premiers taux de croissance trimestriels positifs sont revenus, après la pire crise économique que l'Europe ait connue depuis des décennies, la Commission européenne a défini une feuille de route « pour mieux mesurer les progrès dans un monde en mutation » (Commission européenne, 2009 : 4).

Le premier changement consista en une reformulation de l'initiative de 2007, qui était le premier signe d'un changement d'orientation important. L'objectif n'était plus d'aller « au-delà du PIB », mais de se concentrer sur « le PIB et au-delà ». La thèse énoncée dans la communication était que le PIB « constitue un indicateur puissant et largement accepté du suivi des fluctuations de court à moyen terme de l'activité

économique, notamment dans la récession actuelle » qui « est toujours le meilleur outil de mesure de la performance de l'économie de marché » (*ibidem* : 10). La Commission déclara implicitement que des indicateurs supplémentaires n'étaient nécessaires à long terme que pour mesurer le progrès économique et social, comme s'il s'agissait d'un luxe à se permettre après l'accomplissement de la mission principale – la croissance.

En affirmant que « les politiques de l'UE seront jugées sur leur capacité à atteindre ces objectifs et à améliorer le bien-être des Européens » (*ibidem*), la Commission avait toutefois vu juste sur l'un des principaux points. Pour 2012, cinq actions clés devaient avoir été prises dans ce sens :

- compléter le PIB par des indicateurs environnementaux et sociaux fortement agrégés ;
- développer des informations en temps presque réel pour la prise de décision ;
- accroître la précision du reporting en matière de répartition et d'inégalités ;
- développer un tableau de bord européen du développement durable ;
- élargir les comptes nationaux pour y inclure des thématiques environnementales et sociales.

Jusqu'à présent, il n'y a guère de signes que la Commission ait politiquement poussé ce dossier, bien que, via Eurostat, le système statistique européen (voir la partie 2 de cet article), des progrès significatifs aient été accomplis sur le plan technique. À part Eurostat, la seule activité de la Commission sur le site internet commun www.beyond-gdp.eu en 2012 est la célébration du cinquième anniversaire du site. Le Conseil européen n'a pas fait beaucoup mieux. Il rappelle seulement la nécessité d'utiliser « des indicateurs qui complètent le PIB » parmi les 35 conclusions adoptées dans le cadre de Rio+20 (voir www.beyond-gdp.eu/news.html).

D'après nous, deux raisons principales expliquent les lacunes observées. La première réside dans la nature très ambitieuse du projet. Un manque énorme subsiste en matière d'indicateurs fiables de répartition au niveau de l'UE. Il est malaisé de le combler en trois ans sans nouvelles ressources d'importance. La tâche est d'autant plus difficile en temps de crise, avec le resserrement des finances publiques. Mais c'est tout d'abord l'idéologie qui cause le manque d'ambition actuel. Dès le déclenchement de la débâcle grecque en 2010, si pas avant, l'Europe a connu une

évolution rapide de la gestion de crise, qui est passée d'une coordination de mesures de relance économique et de lutte contre les racines de la crise, à une stratégie de sortie fondée sur la surveillance macroéconomique des politiques économiques nationales (voir Degryse et Pochet, 2012), mettant l'accent sur une espèce de trinité macroéconomique faite d'austérité, de réformes structurelles et de compétitivité. Ce durcissement idéologique ne laisse aucun espace pour offrir un traitement égal aux indicateurs sociaux. Il est clair que sabrer dans les dépenses sociales, réduire la sécurité sociale pour gagner en flexibilité, et diminuer les salaires réels pour améliorer la compétitivité-coûts aura des résultats négatifs sur les indicateurs de bien-être.

La stratégie Europe 2020 fait face à des problèmes similaires. Ses grands objectifs tels que la hausse de l'emploi, l'amélioration des résultats scolaires et la réduction de l'exclusion sociale – qui peuvent se lire comme des versions spécifiques, moins ambitieuses et trop étroites des « indicateurs qui mesurent les progrès dans la prestation des objectifs sociaux, économiques et environnementaux » – sont également entrés en contradiction avec les mesures d'austérité.

Il n'est donc pas surprenant que les acteurs sociaux qui contestent la politique économie européenne actuelle sont également ceux qui essaient de pousser plus loin le DDP (et dans une moindre mesure la stratégie Europe 2020). En 2012, des éléments du mouvement syndical avaient lancé un certain nombre d'initiatives. La conférence d'IG Metall « Changer de route - Pour une vie bonne » avait souligné que « le capitalisme dirigé par les marchés financiers est une erreur et [que] ce qui est nécessaire est de changer de direction pour aller vers une vie bonne, qui comprenne la prévention de l'exploitation de la nature et de la destruction des systèmes sociaux » (IG Metall, 2012). Les discussions sur la nature du progrès entamées par la Chambre haute du travail en Autriche insistent également sur le lien entre les objectifs sociaux et écologiques. Ils mettent en évidence que, du point de vue des employés, les problèmes environnementaux ne peuvent pas plus être résolus par le marché, que les questions de politique salariale ou de la distribution des revenus. En outre, la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) et l'Institut syndical européen (ETUI) ont organisé une conférence sur le dépassement du PIB en mars 2012 et une autre, « De la (dé)croissance économique au bien-être à venir », en octobre 2012. Ces activités témoignent de la reconnaissance, par le mouvement syndical,

de la grande – et croissante – pertinence du DDP, et de la nécessité de la transition socio-écologique et d'un ensemble concomitant d'autres indicateurs statistiques de bien-être pour atteindre de réels progrès et une amélioration du bien-être sans exploitation de l'environnement.

Toutefois, malgré ce tableau positif, il convient de garder à l'esprit que les mesures prises par les syndicats à ce jour sont loin de leur discours plutôt ambitieux (voir Galgóczi et Pochet, 2012). Le passage du « modèle de partenariat social qui s'est développé en Europe après la Seconde Guerre mondiale [qui] repose sur le paradigme d'une industrie et d'une consommation gourmandes en ressources » à une stratégie de « transition juste » (*ibidem* : 252) est un processus continu, qui, en pratique, n'est pas encore exempt de contradictions.

Pendant ce temps, l'émergence de la nouvelle gouvernance économique européenne a souligné la nécessité d'un programme de travail statistique axé sur le développement et la mise en place d'un nouveau tableau de bord macroéconomique et de statistiques plus détaillées sur les finances publiques. Fournir « des informations plus complètes pour soutenir les décisions politiques » (Eurostat, 2011 : 11) et non des objectifs tels que le progrès social ou de l'environnement devint la nouvelle priorité politique.

Un lien direct entre le programme en matière d'indicateurs et la nouvelle méthode de surveillance macroéconomique peut être décelé dans les travaux bilatéraux des Conseils économiques consultatifs allemand et français (Conseil d'analyse économique et Sachverständigenrat, 2010). Leur rapport de suivi de la CSSF, publié à la fin de 2010, contenait une série d'indicateurs très majoritairement centrés sur la viabilité économique dans le troisième pilier. Certains d'entre eux sont clairement liés aux lignes directrices européennes, telles que le taux de dépenses en matière de R&D par rapport au PIB, le déficit public corrigé des variations conjoncturelles ou le ratio de crédit par rapport au PIB (*ibidem* : 27).

Ce changement est très ambigu. D'une part, il est devenu clair que la stabilisation macroéconomique ne peut être confiée aux forces du marché, et doit donc constituer un objet d'intervention de politique économique – et, à ce titre, pris en charge par certains indicateurs. Ce changement pourrait, d'autre part, ouvrir une porte dérobée à une nouvelle stratégie économique uniquement axée sur la croissance, qui

dissimule les conflits environnementaux en édulcorant le concept de durabilité.

Cette idée d'une politique économique fondée sur des indicateurs économiques, axée sur la stabilité macroéconomique et recourant à des mécanismes de surveillance centrale, a été développée plus avant dans le *Six-pack* et le Pacte pour l'euro plus. En particulier, la nouvelle procédure dite de déséquilibre macroéconomique avec son ensemble d'indicateurs, son « tableau de bord » (voir Commission européenne, 2012) pourrait être interprétée comme illustrative d'une espèce de « PIB et au-delà », puisqu'elle définit implicitement des indicateurs supplémentaires pour mesurer des politiques économiques de qualité/axées sur la stabilité.

Cependant, un tel développement réduit potentiellement les lignes directrices de politique économique plus larges, énoncées dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). Le « bien-être de ses peuples » en est l'objectif de base, suivi par une espèce de « polygone magique » de la politique économique (Rothschild, 2005) dont les angles sont croissance équilibrée, stabilité des prix, plein emploi, progrès social, qualité de l'environnement et progrès scientifique et technologique. La stratégie Europe 2020 a également une portée plus large que le seul tableau de bord macroéconomique.

Le DDP ne peut réussir qu'à condition que les nouveaux indicateurs soient directement liés à l'agenda économique, par le biais de vastes objectifs à long terme. Dullien et van Treeck (2012) proposent – dans le contexte de l'Allemagne – une reformulation, via la législation, du polygone magique, en soulignant l'importance de la « durabilité sociale », « la prospérité matérielle et la viabilité économique », la « soutenabilité écologique » et la « viabilité du secteur et des finances publics » – toutes devant être traitées de manière égale et précisées par une série d'indicateurs. Telle devrait être la base de l'évaluation des politiques économiques. À cet effet, ils proposent un « rapport annuel de prospérité », chargé d'indiquer les évolutions dans ces domaines, d'énoncer les arbitrages de base entre les différents objectifs, et de suggérer les actions à prendre pour mettre en place un *policy-mix* équilibré. Dans le contexte européen, un tel rapport pourrait remplacer l'examen annuel de la croissance et devenir un instrument de base pour élargir le débat économique mené dans le semestre européen.

Une importante condition préalable à un tel rapport serait de disposer en temps opportun, des données, de séries temporelles comparables et de projections au moins grossières pour l'avenir proche. Par exemple, l'Enquête sur la qualité de vie en Europe (Eurofound, 2012) vise à mesurer les objectifs globaux du TFUE et contient beaucoup d'informations pertinentes. Elle témoigne également de ce que des intervalles de publication de quatre ans constituent un obstacle majeur à la pertinence politique. Néanmoins, des rapports trimestriels n'ajouteraient probablement pas un grand nombre d'informations, dans la mesure où les grands déterminants du bien-être et du bonheur sont connus (voir par exemple Layard, 2005) et plutôt stables. D'autre part, certains des indicateurs disponibles, par exemple dans le cas du chômage, sont publiés de manière plus rapide et avec plus de précision que le PIB. L'importance de la qualité des données ne doit donc pas être surestimée.

2. Les principales dimensions d'indicateurs statistiques réformés

Nous l'avons mentionné précédemment : l'Europe a connu des évolutions positives en matière d'indicateurs statistiques. Dans les dernières années, un consensus s'est dégagé sur l'amélioration de la mesure du progrès, du moins à un niveau relativement général. La CSSF en a jeté les bases avec ses douze recommandations de réforme. Ce travail pionnier a été mentionné dans une analyse plus fouillée, menée par le *Sponsorship Group on Measuring Progress, Well-being and Sustainable Development* qu'ont mis en place le Comité du système statistique européen, le rapport conjoint des Conseils d'experts économiques français et allemand et l'initiative « Better Life » de l'OCDE (voir Eurostat, 2011). Trois domaines qui devraient être au centre de ces indicateurs y ont été repérés : la performance économique, le bien-être social, et leur durabilité, un point d'attention particulier étant mis sur l'environnement. La présente section s'articule autour des mêmes lignes, qui constituent aussi les domaines dans lesquels l'Europe est confrontée à une crise.

La CSSF a certainement amené une amélioration du traitement de la question puisqu'elle a fourni une approche cohérente et intégrée, dotée de fondements scientifiques et d'un soutien politique fort, et débouchant sur des efforts coordonnés de la part des grandes organisations inter-

nationales. Bien que les économistes y jouent un rôle de premier plan, l'approche est interdisciplinaire, et ancrée, au moins implicitement, dans le champ de recherches sur le bonheur (voir Layard, 2005). Les principales conclusions de celui-ci consistent dans la mise en évidence du fait qu'une fois un certain niveau atteint, une augmentation de la production et des revenus n'ont qu'un effet mineur sur le bien-être subjectif. Celui-ci est davantage déterminé par la répartition des ressources financières, le chômage, la qualité du travail, les loisirs et d'autres facteurs non économiques tels que la santé ou l'inclusion sociale. Ces liens de causalité sont corroborés par une étude récente de l'OCDE (2008), qui conclut à des effets négatifs, robustes et importants, du chômage sur le bien-être, même en contrôlant des variables telles que l'âge, l'éducation et même le revenu du ménage.

La CSSF a intégré la soutenabilité environnementale dans la réflexion sur le progrès – en la limitant à l'évitement de dommages irréversibles, qu'il pose comme la ligne directrice de la transformation écologique de l'économie. La manière de mettre cette approche en pratique n'est toutefois pas toujours claire. Selon ce point de vue, par exemple, le secteur financier peut être considéré comme l'un des secteurs économiques « durables », et ce, pour la seule raison qu'il s'agit d'un secteur de services. Mais ce point de vue est sujet à caution. Tout d'abord, le secteur financier a la capacité de mettre en danger la stabilité macroéconomique et ne s'avère donc pas nécessairement durable, dans cette acception particulière. En outre, alors que les effets écologiques des cycles d'expansion et de ralentissement ne sont pas clairs et mériteraient des recherches plus poussées, il n'y a aucune raison de croire que les marchés financiers réussiront à intégrer les risques écologiques à long terme dans leurs évaluations des politiques gouvernementales et du monde des affaires, dans la mesure où elles ne parviennent pas à donner un prix approprié, ne fût-ce qu'à des risques économiques de moyen terme. Enfin, plutôt que d'être une fin en soi ou même le moyen d'une fin, la finance est le « moyen d'un moyen » puisqu'elle est au service de l'investissement et de la croissance économique, qui ne sont eux-mêmes que les moyens de la fin que constituent la vie bonne ou la société juste. Le cadre réglementaire de l'économie doit donc être reformulé afin de tenir compte de ce statut subordonné du secteur financier. Dans ce débat, revaloriser l'importance du secteur financier en se servant du prétexte de la « durabilité » s'avère contre-productif. Une formulation plus rigoureuse

de l'objectif de durabilité pourrait ainsi améliorer le cadre dans lequel se déroule le DDP.

Les sous-sections qui suivent replacent ce débat dans le contexte européen de crise économique, sociale et environnementale. Ces domaines doivent être concernés par les politiques publiques au niveau européen. Jusqu'à présent, les signaux positifs restent pourtant limités à la question des indicateurs techniques.

2.1 Performance économique

Le bien-être, tel qu'il peut être mesuré par des indicateurs standards a régressé en Europe. Alors que les inquiétudes quant à une récession « en W » aux États-Unis se sont jusqu'à présent avérées infondées, l'économie européenne a, elle, connu sa deuxième année de récession en 2012, après celle, partagée par les États-Unis et l'Europe, de 2008-2009. La crise européenne s'est approfondie tout au long de l'année 2012, et c'est tant l'UE que la zone euro qui ont connu des taux de croissance négatifs pendant deux trimestres consécutifs. L'Europe est donc sans aucun doute en train de connaître un ralentissement économique.

D'un point de vue non centré sur le PIB, ce constat ne donne pas, a priori, de raisons de s'inquiéter. Il est tout à fait possible que de faibles niveaux de production aillent de pair avec un niveau de vie assez élevé – et vice versa, comme le démontrent les différences de positions de Cuba et de l'Inde entre autres, dans le classement du PIB par habitant et de l'indice de développement humain. Mais ceci ne peut pas nécessairement se voir généralisé à des cas où la production a diminué, c'est-à-dire à des taux de croissance négatifs. Avec la crise, les indicateurs standards de difficultés économiques, tels que la pauvreté et le chômage, ont fortement augmenté dans la zone euro. Souvent cités, les taux de chômage records catastrophiques de plus de 25 % et les taux de chômage des jeunes autour de 60 % en Espagne et en Grèce donnent une indication de l'ampleur des effets négatifs sur la qualité de vie d'une baisse du niveau de production. Ce sombre tableau est décrit en détails dans le rapport de la Commission européenne (Commission européenne, 2012b) sur l'emploi et la situation sociale.

Les effets négatifs du chômage sur la santé et le bonheur sont connus depuis des décennies : Jahoda *et al.* (1975 [1933]) en attestent dans leur étude pionnière sur les chômeurs autrichiens. Les crises économiques ont donc un potentiel de détérioration des indicateurs sociaux alternatifs. Les données tirées de certains rapports concernant les pays européens en crise et, en particulier la Grèce, laissent penser que la qualité des services de santé et leur taux de couverture ont diminué et que les taux de suicide ont augmenté.

Au-delà de leur impact global, l'une des raisons de cet effet fortement négatif des crises économiques sur la qualité de vie réside dans leur impact différentiel sur les groupes de revenus, en particulier, les groupes à faibles revenus peuvent s'avérer moins capables d'amortir les chocs négatifs et d'éviter le glissement dans la pauvreté – définie par Eurostat comme l'incapacité à subvenir aux besoins de base d'une vie décente. Puisque l'inégalité entraîne également des conséquences négatives en matière de santé, particulièrement pour les maladies psychiques, de résultats scolaires, de prévalence de la discrimination entre les genres, de criminalité et d'incarcération (Wilkinson et Pickett, 2009), les effets très négatifs de la crise sur les groupes à bas revenus sont susceptibles d'affecter la qualité de vie de la société dans son ensemble. Dans ce contexte, des mesures plus larges en faveur du bien-être économique s'avèrent nécessaires et elles doivent se concentrer davantage sur la consommation que sur la production et les revenus. En outre, une amélioration des indicateurs de richesse, de consommation et de distribution des revenus, de la richesse et de la consommation rendra possible une étude fine des impacts différentiels des politiques menées. Eurostat (2011) a pris des mesures ambitieuses et utiles dans cette direction, même si l'évaluation des actifs des ménages au-delà du logement ne sera probablement disponible qu'à moyen terme. De même, les indicateurs de distribution nécessiteront sans doute un certain temps d'élaboration en raison des difficultés d'harmonisation entre pays des statistiques de l'UE sur les revenus et conditions de vie (données SILC).

Les transferts et les services publics dans les États-providence européens sont conçus, entre autres, pour s'assurer contre les pertes de bien-être résultant des crises économiques. En conséquence, les « réformes structurelles » qui réduisent, en plein marasme économique, les effets redistributifs du secteur public peuvent avoir un impact

négalif sur les indicateurs sociaux. Cette idée est à l'origine de la proposition de John Maynard Keynes ne pas se focaliser sur la réduction de la croissance en période de crise économique, mais plutôt de relancer la croissance à court terme. Du point de vue de la qualité de vie, il est donc fondamental d'aborder la nature cyclique de la crise économique actuelle.

La tentative de résoudre unilatéralement le grave déséquilibre de la demande agrégée dans la zone euro conduit à une généralisation de l'insuffisance de cette demande agrégée, aggravée par le surendettement de certains pays. À moins que les pays en déficit d'importation comme l'Autriche ou l'Allemagne ne commencent à remédier à leur faiblesse, le cercle vicieux de la réduction du déficit et de la baisse de la croissance économique dans la zone euro et l'Union européenne devrait se poursuivre au même rythme. Les révisions répétées à la baisse des projections de croissance économique effectuées par la Commission constituent un avertissement quant aux pressions sur la qualité de vie en Europe dans un avenir proche.

Dans ce contexte, les gouvernements européens devraient initier des politiques de croissance pour stimuler la demande à court terme. Ces paquets politiques devraient être formulés en tenant compte des effets à long terme de la croissance économique sur l'environnement, et pourraient donc inclure l'augmentation des dépenses publiques de financement de projets à forte intensité d'emploi et faible empreinte écologique, tels que les services publics de santé, d'éducation, de recherche et de soins, ainsi que les investissements dans les énergies renouvelables.

Alors que la recherche récente sur les multiplicateurs budgétaires (Romer et Romer, 2010 ; Blanchard et Leigh, 2013) montre de manière écrasante que la question du financement de telles mesures ne doit pas constituer une préoccupation majeure, en particulier en période de crise économique, les pays de la zone euro sont tenus de composer avec l'austérité qu'ils se sont imposée. Vu ces contraintes, les pays ayant une marge de manœuvre financière dans le cadre actuel doivent équilibrer leurs déficits d'importation en élargissant la demande publique.

Toutefois, compte tenu de la politique macroéconomique actuelle de la zone euro, une voie prometteuse pour la croissance et la stabilisation de la qualité de vie est à rechercher dans des réformes publiques qui soient

neutres au sens du théorème de Haavelmo. Nommé d'après le prix Nobel d'économie norvégien Trygve Magnus Haavelmo, ce théorème dispose qu'une extension de la dépense publique simultanément à une augmentation de la fiscalité a un effet expansionniste – qui sera encore accentué si les politiques appliquent une redistribution depuis les groupes à forte propension à l'épargne vers ceux à forte propension à la consommation, puisque cela permet de favoriser la croissance tout en maintenant un budget équilibré. Dans la mesure où l'inégalité (ainsi que les déséquilibres macroéconomiques et la non-régulation des marchés financiers) constituait l'une des principales causes de la crise financière et économique, sa réduction aura des effets stabilisateurs importants sur le développement économique.

2.2 Qualité de vie

Au cours des 130 dernières années, le temps de travail moyen a baissé d'un tiers à une moitié en Europe continentale, et d'environ un quart dans les pays anglo-saxons. En Allemagne, par exemple, la durée hebdomadaire de travail est passée d'environ 68 à 39 heures de 1870 à 1929. La plus grande partie de cette baisse a cependant été réalisée à un rythme accéléré au cours de la période allant jusqu'à 1929, année lors de laquelle le temps de travail hebdomadaire a atteint 46 heures en Allemagne et 49 heures en Suisse (Huberman et Minns, 2007 : 548). Les réductions ultérieures du temps de travail ont été relativement limitées et conduit à une moyenne d'environ 37 heures en 2000.

Ces moyennes passent évidemment à côté d'importantes différences entre les pays et en leur sein. Parmi les variables déterminantes sur le plan national, figurent le genre, l'âge, le type d'emploi et le secteur. Au niveau international jouent la religion, la culture, et, surtout, la force et la stratégie des syndicats. Néanmoins, une tendance séculaire à la baisse globale du nombre d'heures de travail se distingue nettement dans tous les pays, de même qu'une réduction de cette décélération depuis les années 1930.

En revanche, la productivité du travail a augmenté d'environ 2% par an, de manière assez conforme aux prédictions de Keynes dans son essai sur les « possibilités économiques pour nos petits-enfants ». Toutefois, l'augmentation continue de la productivité s'est traduite par un accrois-

sement de la production et des revenus, et non par un plafonnement de la production et un allongement du temps de loisirs. En outre, les inégalités de revenu ont augmenté après la période de faibles niveaux connues suite à la Seconde Guerre mondiale. Ces inégalités se marquent non seulement parmi les revenus du travail mais surtout entre ceux-ci et ceux du capital. Les gains liés à l'accroissement de la productivité n'ont donc en moyenne pas profité à la population active, que ce soit sous la forme d'une diminution du temps de travail à salaire constant ou d'une augmentation des salaires en fonction des gains de productivité du travail.

C'est le ralentissement du rythme de la réduction du temps de travail qui se cache derrière l'échec de la survenue des « possibilités économiques pour nos petits-enfants », à savoir des journées de travail de trois heures pour produire les biens nécessaires à une vie confortable pour toute la population. En conséquence, les gains remarquables de productivité n'ont pas fourni la base matérielle à une vie de travail épanouissante tranquille, et pourtant productive, ainsi que les nombreuses opportunités pour d'autres activités améliorant le bien-être de la vaste majorité de la population. Ces autres éléments constitutifs de la bonne vie au-delà des seuls loisirs figurent abondamment dans les définitions plus philosophiques de ce qui constitue une société juste. Les liens sociaux, la santé, la sécurité au sens large, l'épanouissement individuel, la participation démocratique, et l'environnement y sont supposés jouer un rôle dans la détermination de la qualité de vie. La CSSF répond à ces préoccupations en recommandant des indicateurs qui tiennent compte de la qualité de vie. Eurostat propose de se baser sur un ensemble d'indicateurs – qui sont, et c'est fondamental, destinés à être publiés individuellement, et non agrégés en un indice unique – fondés sur les données du projet EU-SILC. L'harmonisation d'indicateurs développés et rassemblés sur une base nationale constitue une tâche énorme et les données SILC sont adéquates à la mesure de la qualité de la vie, y compris en termes d'accès différencié des divers groupes socio-économiques. Les indicateurs proposés par Eurostat sont *grosso modo* fondés sur les résultats et devraient donc donner une image complète – et permettant la comparaison – de la qualité de vie en Europe, même si des indicateurs supplémentaires comme le chômage involontaire et le sous-emploi fournissent également des informations utiles.

La vision d'une société juste qui sous-tend à la fois l'essai de Keynes et les recommandations du CSSF offrent un contraste saisissant avec la

situation de l'Europe d'aujourd'hui, où le chômage de masse coexiste avec un nombre croissant de problèmes de santé (surtout psychologiques) issus du surmenage. Le taux de chômage dans de nombreux pays d'Europe, et en particulier dans la zone euro, atteint des niveaux qui menacent la cohésion sociale. Ces taux d'environ 11% en Europe détruisent des vies, dépriment la demande globale et polarisent les sociétés. Celui des jeunes a un effet dévastateur sur les perspectives de toute une génération de jeunes diplômés en matière de marché du travail.

Il est donc essentiel de faire la distinction entre la baisse du nombre moyen d'heures de travail qui est liée aux licenciements, à des réductions individuelles et aux temps partiels involontaires, et celle liée à des réductions collectives suite à des changements de politiques concernant le temps de travail et ses limites légales.

2.3 Durabilité

L'un des objectifs d'Eurostat est de continuer à développer le système de recueil de données concernant le secteur des biens et services environnementaux. L'accent mis sur le « secteur vert » s'avère problématique si des critères sociaux, tels que la qualité du travail et des facteurs économiques, tels que l'effet net sur le nombre d'emplois, ne sont pas inclus dans l'analyse de la mutation vers une production plus écologique. Dans la logique environnementale elle-même, il est capital de constater que l'évaluation de l'intérêt écologique du secteur des biens et services environnementaux est difficile, parce que leur effet dépend du scénario de base auquel le gain écologique est comparé. Par exemple, leur boom pourrait être causé par un accroissement de la quantité de déchets et la nécessité de s'en débarrasser. De même, si la vente d'une voiture éco-efficace est plus respectueuse de l'environnement que celle d'une voiture classique, elle est moins écologique que le renforcement des transports publics. Tant le traitement des déchets que la voiture écologique entraîneraient une croissance du secteur des biens et services environnementaux. Celui-ci partage dès lors les problèmes du PIB, dont il fait partie, dans le sens où sa taille ne constitue pas une indication de sa qualité environnementale. C'est donc par ces résultats que l'économie verte doit être évaluée. Il pourrait dès lors être utile de se concentrer sur les indicateurs de durabilité qui mesurent le résultat

d'une activité, comme par exemple, les émissions de gaz à effet de serre, et non l'activité elle-même, comme le recyclage.

Certaines personnes défendent l'idée que notre système économique est basé sur l'épuisement des ressources naturelles et de l'environnement et que ce système pourrait atteindre ses limites. Il est important de garder à l'esprit qu'il y a certaines limites biophysiques au-delà desquelles l'écosystème se rapprocherait du risque d'un « point de basculement ». Dans la mesure où ce chapitre adopte un point de vue anthropocentrique, nous nous concentrerons ici sur les problèmes environnementaux qui pourraient menacer les « systèmes de soutien des fonctions vitales », et les indicateurs de durabilité qui montrent si le système économique est situé à l'intérieur ou au-delà de « l'espace de fonctionnement sûr de l'humanité ». Des recherches initiées par l'Institut de Stockholm pour l'environnement ont identifié neuf de ces « systèmes de soutien des fonctions vitales », qui présentent des limites contraignantes. Ce sont les changements climatiques, le taux de perte de biodiversité terrestre et marine, l'interférence avec les cycles de l'azote et du phosphore, la disparition de l'ozone stratosphérique, l'acidification des océans, l'utilisation de l'eau douce, le changement d'affectation des sols, la pollution chimique, et l'accumulation d'aérosol dans l'atmosphère (Rockström *et al.*, 2009).

Dans trois des neuf systèmes de maintien des fonctions vitales, l'activité économique se situe dans la zone de danger. Il s'agit de l'interférence avec le cycle de l'azote, du taux de perte de biodiversité et du changement climatique (Rockström *et al.*, 2009). C'est ce dernier qui reçoit le plus d'attention lorsqu'il est question d'environnement, ce qui est en partie dû à ses effets en retour sur d'autres problèmes écologiques. Ce sont par exemple de 15 à 40% de toutes les espèces qui sont considérées comme menacées d'extinction à cause du changement climatique (Stern, 2007). C'est en raison de cette fonction clé et de son impact sur la vie humaine que nous nous concentrons ici sur les changements climatiques.

Le principal indicateur pour évaluer les effets des mesures politiques visant à lutter contre le changement climatique sont les émissions de gaz à effet de serre. Celles-ci sont mesurées en tonnes d'équivalents Co₂. Les données disponibles attestent clairement que les émissions de gaz à effet de serre sont en augmentation.

Alors que certains pays de l'hémisphère nord pourraient bénéficier d'un changement climatique modéré augmentant légèrement les températures, les conséquences du rythme actuel du changement sont négatives, en particulier pour les régions à faible revenu et pour les plus pauvres. Il augmente les dégâts liés aux phénomènes météorologiques extrêmes, conduit à la baisse des rendements agricoles et à l'élévation du niveau de la mer (Stern, 2007).

La lutte contre le changement climatique pourrait avoir des effets secondaires bénéfiques. Tout d'abord, les effets économiques à moyen et à long terme comprennent la réduction du coût des dégâts climatiques. D'après certains calculs, les dépenses consenties en matière de lutte contre le changement climatique ne coûteraient que 1% du PIB, alors que le changement lui-même, s'il n'est pas limité, pourrait entraîner des coûts d'au moins 5% (Stern, 2007)¹. La lutte contre le changement climatique contribue ensuite à la résorption des déséquilibres sociaux. Alors que les groupes et les pays à hauts revenus sont responsables de manière disproportionnée du changement climatique, les conséquences négatives de celui-ci affectent plus durement les pauvres.

De nouvelles technologies plus vertes sont à même de jouer un rôle crucial dans la réduction des émissions, principalement grâce à la réalisation de gains d'efficacité. L'effet rebond contrebalance cependant cet avantage de l'évolution technologique, puisque les gains d'efficacité peuvent entraîner l'accroissement de l'utilisation d'énergie ou de ressources naturelles. Si une amélioration technologique entraîne une baisse des prix, une augmentation de la consommation peut en découler. Globalement, tout ou partie de la réduction de l'utilisation des ressources par unité produite peut ainsi se voir annulée. Un effet prix peut également constituer le résultat paradoxal d'une réussite en matière de réduction de consommation d'énergie. La baisse de la demande en ressources résultant d'une amélioration technologique peut en effet mener à une baisse des prix de l'énergie, induisant dès lors un accroissement de sa consommation.

1. Il faut noter que ces résultats dépendent du taux d'escompte pratiqué et que celui choisi par le Rapport Stern est particulièrement bas (0,1%). Un taux d'escompte plus élevé modifie le chiffrage des résultats mais les laisse qualitativement inchangés.

En conséquence, la plupart des pays n'ont pas réussi un découplage absolu de la croissance du PIB par rapport à l'usage de matières premières et de ressources. Si les baisses connues par l'Union européenne en matière d'émissions de gaz à effet de serre pourraient être considérées comme un exemple de découplage absolu, il faut reconnaître que cette diminution est essentiellement due à la désindustrialisation dévastatrice de l'Europe de l'Est et constitue, plus récemment, un sous-produit de la terrible crise économique actuelle. Des exemples positifs existent cependant. Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont réussi à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans des périodes de croissance. Cet effet demeure, même lorsqu'il est tenu compte de la désindustrialisation de l'ancienne RDA.

Il convient également de noter qu'en termes d'émission, le facteur pertinent est leur niveau global. Changer les lieux d'émission entre pays, en délocalisant la production par exemple, n'améliore pas la situation globale en matière de changement climatique.

Pour le présent chapitre, la question adéquate est celle des mesures de politique économique susceptibles de favoriser une évolution socio-environnementale, incluant la lutte contre le changement climatique. Dans ce contexte, les conséquences sociales des solutions politiques sont essentielles non seulement parce que la qualité de vie englobe des objectifs sociaux, mais également par souci de justice sociale et pour des considérations politiques pragmatiques. Comme mentionné précédemment, les riches sont responsables de manière disproportionnée du changement climatique, alors que les pauvres sont, eux, touchés de manière disproportionnée. D'un point de vue de « *realpolitik* », les gouvernements ne sont pas en mesure d'avoir un poids suffisant pour prendre des mesures fortes de lutte contre le changement climatique s'ils ne tiennent pas compte des questions sociales.

Sur cette base, certains économistes et beaucoup d'environnementalistes affirment que des stratégies de non-croissance, voire de décroissance peuvent aider à surmonter les problèmes environnementaux (voir Jackson, 2009). La raison en est que les gaz à effet de serre sont principalement déterminés par la population, le niveau de PIB par habitant et l'intensité en gaz à effet de serre du PIB, c'est-à-dire la technologie. Puisqu'il est malaisé d'influencer la croissance démographique à court terme tout en respectant les droits de l'homme, et que les

réductions d'intensité de gaz à effet de serre ne se produisent – ou au moins ne se sont pas produites – assez rapidement, la croissance nulle ou négative leur paraît être le seul moyen possible de réduire les émissions.

Une telle stratégie présente cependant des inconvénients importants. La décroissance met en péril les systèmes de sécurité sociale, elle exacerbe les conflits de répartition et augmente le chômage. La baisse des revenus peut même aggraver les problèmes environnementaux locaux.

La relation entre l'effet de serre et la croissance dépend également de la nature de celle-ci. En moyenne, il semble plausible que la croissance dans le secteur secondaire soit plus intensive en gaz à effet de serre que dans le secteur tertiaire.

Même les partisans de la décroissance ne la proposent comme solution que pour les pays riches. De nombreux pays, dont la Chine, le plus grand émetteur mondial de gaz à effet de serre, ne seraient dès lors pas touchés par cette solution.

Compte tenu des obstacles politiques et sociaux, un consensus politique en faveur de la décroissance semble très irréaliste. Enfin, d'un point de vue d'économie politique, l'argument est illogique. Du fait que les politiciens ont été manifestement incapables de prendre des mesures contre le changement climatique, ils seraient priés de prendre des mesures encore plus fortes contre la croissance.

3. Le DDP dans les années 1970 et par la suite – les leçons ont-elles été apprises ?

Dans la mesure où le débat actuel autour de la croissance ressemble fortement aux critiques émises dans les années 1970 à l'encontre du PIB pris comme mesure du progrès, cette section s'interroge sur la manière de ne pas répéter l'histoire, et sur la définition des facteurs favorables à la mise en place de nouveaux indicateurs pour la mesure de la performance économique et du progrès social. Ces aspects historiques ont reçu peu d'attention dans les discussions contemporaines, alors même que cette analyse pourrait en constituer un bon point de départ. Dans les années 1970, la critique du PIB recouvrait deux dimensions principales. D'une part, une discussion sur les limites écologiques de la croissance,

principalement déclenchée par l'étude éponyme réalisée pour le Club de Rome (Meadows *et al.*, 1972). D'autre part, un débat, principalement mené par des organisations internationales, sur les statistiques sociales et de bien-être comme complément au système des comptes nationaux.

Illustrant le premier aspect de ces critiques, Gunnar Myrdal (1973 : 208) affirme les choses crûment, en concluant que « la notion de PNB et l'ensemble de la structure des approches théoriques prenant le PNB comme axe central, devront être détrônés ». Il était cependant réaliste quant aux difficultés d'un tel projet, dans la mesure où « la psychologie et l'idéologie de la croissance économique effrénée ont conservé leur emprise sur les esprits » (*ibidem* : 219). Aussi nécessaires qu'ils aient pu apparaître d'un point de vue écologique, un ralentissement planifié de la croissance économique, voire une décroissance, ne semblaient pas vraisemblables (Chaloupek et Feigl, 2012).

Le deuxième volet du DDP dans les années 1970, qui concernait les indicateurs sociaux, n'a guère fait mieux en termes de modifications des termes du débat économique, même s'il a reçu plus d'attention. L'idée de base consistait à créer un ensemble plus large d'indicateurs pertinents, qui devrait alors constituer le principal point d'attention dans l'évaluation du progrès des sociétés. Le PIB ou un autre indicateur issu de la comptabilité nationale pouvait faire partie de l'ensemble, mais ne serait pas considéré comme plus pertinent que, par exemple l'emploi, la santé ou l'éducation. Dans les débats de politique économique, le « polygone magique » (Rothschild, 2005) peut être considéré comme la première tentative visant à inclure dans l'analyse, non seulement la croissance économique, mais aussi le plein emploi, la stabilité des prix, la répartition des revenus et l'équilibre de la balance commerciale. Elle n'a toutefois pas mené à la définition d'indicateurs concrets. Mais elle a rendu clair qu'un *policy-mix* équilibré ne pouvait se concentrer sur un seul indicateur ou même un indice composite, puisque des arbitrages existent entre les objectifs politiques.

Antérieurement, un projet plus spécifique avait été lancé dans le cadre des Nations Unies, au moment où se posaient, dans les années 1940 et '50, les fondations internationales du système des comptes nationaux – et donc du PIB et du PNB. Costanza *et al.* (2009 : 5) prennent comme point de départ la conférence de Bretton Woods, dont l'objectif politique était d'encourager « le progrès économique partout » afin d'empêcher la

guerre et la destruction. C'est à ce moment que le PNB est devenu l'indicateur clé. Cependant, avant la publication du rapport final en 1953, le Conseil économique et social des Nations Unies avait nommé un groupe d'experts internationaux pour construire « les méthodes de définition et de mesure du niveau de vie les plus satisfaisantes et leurs évolutions dans les différents pays » (Nations Unies, 1954 : 176). Ils affirmèrent que « [...] les niveaux de vie doivent être abordés sous l'angle de composantes (santé, nutrition, éducation, etc.) et de leurs indicateurs statistiques, plutôt que dans les termes d'un indicateur monétaire, tel que le revenu national par tête » (*ibidem*).

La mise en œuvre des indicateurs sociaux a cependant été faible en raison d'un manque de soutien politique, de problèmes techniques et d'une carence de coordination entre les organismes des Nations Unies, alors même que le système des comptes nationaux devenait le point de référence central en matière économique. En 1970, l'OCDE lança de son côté un projet sur les indicateurs sociaux (voir Beirat für Wirtschafts- und Sozialfragen, 1976) avec des résultats également mitigés. Le rapport qui en est issu, « La Société en un coup-d'œil », fut publié deux décennies plus tard en 2001 et ne suscita pas non plus une large attention publique.

Le seul exemple de nouvel indicateur couronné de succès est l'indice de développement humain (IDH) développé par le PNUD, qui fait maintenant partie du profil de chaque pays. Amartya Sen, qui fut l'un de ses « pères », a également joué un rôle important dans les efforts actuels visant à aller au-delà du PIB. Il pourrait dès lors y avoir des raisons d'espérer que ce débat aboutira à des résultats tangibles. L'IDH est théoriquement basé sur l'approche par les capacités de Sen et inclut donc l'éducation, l'espérance de vie et le PIB par habitant comme mesure du potentiel de « conversion des revenus en satisfaction des besoins humains » (PNUD, 1990 : 13). Cette stratégie consistant à aller au-delà du PIB sans l'abandonner tout à fait pourrait être un des ingrédients du succès relatif de l'IDH.

Les propositions d'indicateurs alternatifs n'ont toutefois, globalement, pas atteint la même qualité statistique, ni reçu la même attention, que le PIB. Au contraire, le PIB lui-même est devenu de plus en plus important. Aujourd'hui, même des changements mineurs en termes de projections de croissance économique font l'objet d'une large couverture

médiatique et de discussions dans la vie politique. Les raisons de l'importance limitée des indicateurs alternatifs se situent peut-être dans l'évolution de l'économie et de la société en général. Après le deuxième choc pétrolier, l'âge d'or du plein emploi touchait à sa fin, conjointement à un changement majeur de politique au détriment de la redistribution et de la croissance de l'économie réelle et en faveur de la financiarisation et de la libéralisation. Andrew Sharpe, directeur du Centre canadien pour l'étude des niveaux de vie caractérise l'époque comme marquée par « des finances publiques plus strictes ; l'adoption d'une idéologie plus conservatrice par un certain nombre de gouvernements ; et l'impression d'un manque d'utilité des indicateurs sociaux dans l'élaboration des politiques publiques » (Sharpe, 1999 : 7). Il lie cette caractérisation à la question des indicateurs alternatifs en précisant que « ce dernier facteur est peut-être lui-même causé par la vision trop simpliste, qu'entretenait le mouvement des indicateurs sociaux, de la manière dont la connaissance influence les politiques ».

Avec le ralentissement consécutif de la croissance économique et le resserrement des finances publiques, l'attention ne s'est, depuis lors, plus portée sur le problème du « trop » mais sur le « trop peu » de croissance économique. Ce ralentissement n'était pas pour autant un signe avant-coureur des limites ultimes de la croissance, comme en témoigne la décennie suivante, qui a vu une reprise de longue durée avec des taux annuels d'environ 2,5% du PIB.

Un rapport produit dans le cadre de la Commission statistique des Nations Unies parvient à une conclusion similaire, mais souligne en outre le rôle des structures sociales, des intérêts de groupes et de la prise de décision (Becker *et al.*, 2000 : 404) : « La société consacre des ressources à la collecte de statistiques officielles en raison de la perception du caractère nécessaire des données pour la prise de décision en matière de politiques publiques. La plupart des discussions centrales, dans les économies de marché au moins, ont été d'ordre économique. Dans de nombreux cas, les questions sociales ont joué un rôle de second plan par rapport aux questions économiques ». Par conséquent, une information plus riche et de meilleure qualité ne constitue pas la garantie de politiques meilleures. L'obstacle majeur est plutôt le manque d'homogénéité des intérêts et les conflits qui en résultent sur les décisions de politiques sociales.

Lors des prémisses du débat autrichien, Herbert Ostleitner avait conclu à la faible probabilité que les indicateurs sociaux prennent la place du PIB dans une société capitaliste. Et ceci, parce que le PIB est lié à l'accumulation de capital privé, qui peut être considéré comme la variable systémique centrale du capitalisme (Ostleitner, 1975 : 15). Si l'on suit Polanyi (1977), cette question soulève celle de savoir comment le système économique peut être ré-encadré dans la société, c'est-à-dire de la manière de contenir la logique de la croissance forcée afin de mettre à l'avant-plan l'atteinte d'objectifs sociaux par des décisions démocratiquement légitimes. S'y trouve incluse la question de savoir comment les limites écologiques peuvent être respectées, dans la mesure où les sociétés sont *in fine* encadrées dans la nature.

Cette section a proposé un bref aperçu du débat historique sur les indicateurs alternatifs de progrès sociétal. Une évaluation plus approfondie des initiatives passées serait utile pour informer le DDP en cours mais l'orientation générale est claire : malgré l'IDH, le débat des années 1970 n'a pas détourné durablement l'attention des décideurs du PIB au profit du bien-être et l'environnement. À la lumière de ce contexte et de la conclusion de la première partie, selon laquelle le débat européen actuel est menacé d'un sort semblable en dépit des crises économiques, sociales et environnementales, la section suivante se concentre sur des propositions de politiques susceptibles de conduire à une amélioration dans chacun de ces trois domaines, d'un point de vue progressiste.

4. Emploi, répartition et conversion comme voie vers le dépassement du PIB ?

S'il existait une volonté politique de déplacer l'attention de la surveillance macroéconomique et du PIB vers des sujets plus directement liés au bien-être, tels qu'un *policy-mix* plus équilibré, il ne serait pas tellement difficile de trouver des indicateurs appropriés de mesure du progrès. En outre, dans certains domaines de la politique économique, un engagement plus ferme est susceptible de renforcer d'autres objectifs économiques, en n'entraînant que des conflits mineurs avec d'autres buts. Ces domaines d'augmentation potentielle sans compromission d'autres objectifs devraient constituer le cœur des politiques économiques. Nous pensons essentiellement à trois domaines : l'emploi décent et en quantité suffisante, la répartition plus équitable des revenus, du temps

de travail et de la richesse, et le renforcement de l'investissement dans la transformation de l'économie en vue de limiter les dégradations environnementales.

Si la gouvernance et le cadre politique européens étaient davantage axés sur la lutte contre le chômage, la répartition équitable des revenus, de la richesse et du temps de travail, et l'incitation à une transformation écologique de l'économie, ils alimenteraient plus naturellement un programme de progrès et de bien-être. D'autre part, la décroissance ne peut pas être une solution commune aux problèmes environnementaux, sociaux et financiers. En conséquence, nous proposons la réduction du temps de travail comme mesure centrale de la transition socio-écologique. En outre, nous pensons que la redistribution est une condition préalable à une réduction du temps de travail et que les deux ont des effets favorables sur l'environnement.

La théorie nous enseigne que les gains de productivité peuvent être orientés vers une augmentation de la production et de la consommation, ou vers une réduction des heures de travail. Une mise en garde importante quant à l'efficacité sociale et écologique de la réduction du temps de travail réside dans le fait que celle-ci accroît généralement la productivité (Foley et Michl, 1999 ; Rezai *et al.*, 2013). Cependant, ces gains ne sont pas suffisants pour compenser entièrement la diminution des heures de travail. Une autre mise en garde concerne la faisabilité financière des réductions du temps de travail, en particulier pour les groupes à faible revenu. Il est important de se rappeler, en l'occurrence, que ces mesures découlent d'un processus politique. En conséquence, leurs coûts doivent être partagés entre employeurs et employés, de sorte que le résultat devra se situer quelque part entre les deux extrêmes d'une réduction complètement proportionnelle de salaire et d'un maintien de celui-ci dans son intégralité. Dans le cadre d'une solution socialement responsable, la réduction du temps de travail par personne est à même de diminuer le taux de chômage, de résorber les déséquilibres de genre sur le marché du travail et dans le domaine des soins non rémunérés, et d'améliorer la santé via une meilleure conciliation entre travail et vie privée, et donc d'augmenter le bien-être. La diminution des heures de travail signifie aussi une réduction des émissions de gaz à effet de serre. En outre, un surcroît de temps libre constitue également un incitant à un mode de vie respectueux de l'environnement, dans la mesure où il permet de passer de modes de consommation à forte

intensité énergétique mais peu demandeurs en temps à des modèles plus intensifs en temps, comme par exemple marcher au lieu de conduire une voiture. Ces deux effets sont établis dans la littérature empirique (Rosnick et Weisbrot, 2006 ; Knight *et al.*, 2012 ; Hayden et Shandra, 2009). Un obstacle majeur à une réduction effective du temps de travail et à une transition écologique de la consommation et des modes de vie, en dépit de leurs capacités à offrir un niveau de vie élevé à chacun, est la « course folle », dans laquelle sont enfermés les hauts revenus. Ce que les économistes appellent « l'hypothèse du revenu relatif » (Stiglitz, 2008 ; Bowles et Park, 2005) s'applique à une société où l'inégalité est enracinée, où les hauts salaires essaient d'augmenter les écarts de revenus en travaillant plus et plus durement, tandis que les pauvres et la classe moyenne tentent de réduire cet écart en travaillant eux aussi plus et plus durement. Ce jeu est à somme nulle : si chacun travaille plus, personne, ne gagne en termes de statut relatif, et tout le monde – environnement compris – se retrouve moins bien loti. L'inégalité ne constitue dès lors pas seulement une question sociale et financière mais, du fait qu'elle empêche une réduction du temps de travail, elle pose également un problème environnemental (voir Sturn et van Treeck, 2010). La redistribution est donc l'élément central de la stratégie proposée ici, dans le cadre de politiques économiques modifiées pour améliorer la qualité de vie.

La redistribution contribue par ailleurs à la protection de l'environnement au-delà de son effet sur les heures de travail. Les comportements écoresponsables peuvent s'expliquer par une forme d'altruisme, puisque la part de leurs bénéfices qui reviendront à l'individu qui les met en œuvre est peu claire. Mais, dans le même temps, les sociétés plus égalitaires engendrent de l'altruisme parce qu'elles elles sont vécues comme plus justes – ce qui augmente la probabilité de comportements non égoïstes. C'est la raison pour laquelle ces sociétés plus égalitaires connaissent des taux plus élevés de recyclage des déchets et d'acceptation des mesures environnementales et que les émissions de gaz à effet de serre tendent à y être plus faibles (Wilkinson et Pickett, 2010).

La redistribution amène aussi des effets positifs sur une série d'indicateurs sociaux. L'inégalité est préjudiciable en termes de santé, en particulier en ce qui concerne les maladies psychiques. Les sociétés les plus inégales ont tendance à connaître de moins bons résultats scolaires, des discriminations plus graves entre les genres, et des taux de criminalité et

d'incarcération plus élevés (Wilkinson et Pickett, 2009). Dans le contexte actuel de crise européenne, la redistribution, du temps de travail en particulier, constituerait une étape cruciale pour faire face à ses effets et faire évoluer le cadre des politiques économiques pour le rendre plus susceptible d'engendrer une meilleure qualité de vie. La hauteur et l'accroissement des inégalités ont été parmi les principaux facteurs de l'accumulation de déséquilibres dans la zone euro (Fitoussi et Stiglitz, 2009 ; Horn *et al.*, 2009). La redistribution favorise une croissance économique stable grâce à l'augmentation de la demande globale et la diminution de capitaux spéculatifs volatils résultant des taux d'épargne élevés des groupes à hauts revenus.

Enfin, cette transition socio-environnementale doit être soutenue par des investissements dans des technologies écologiques. Par exemple, les investissements dans les énergies renouvelables, les transports publics et l'isolation thermique permettraient non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi d'améliorer les comptes courants. Si les effets nets sur l'emploi d'une transition vers les énergies renouvelables sont de petite taille, mais positifs, l'investissement dans les transports publics et l'isolation thermique peut contribuer à réduire substantiellement le chômage.

Conclusions

Ce chapitre visait à donner un aperçu du débat actuel sur le dépassement du PIB. Bien qu'il ait connu un départ prometteur en Europe, il a été pris de court par le changement idéologique survenu dans le sillage de la crise financière. Celui-ci a pris la forme d'une étroite trinité macro-économique faite d'austérité, de réformes structurelles et de compétitivité. C'est ainsi que s'est refermée la fenêtre d'opportunité qui aurait permis de mettre l'accent des politiques économiques au sein de l'UE sur le bien-être et le progrès social à l'intérieur des limites de l'environnement.

Les parallèles avec les débats menés au cours des années 1970 sont notables. À cette époque, les forces néolibérales avaient pris de l'ampleur au cours d'une crise économique qui avait rejeté la question du développement d'indicateurs alternatifs loin de l'attention des responsables de la politique économique. Le fait que le débat d'aujourd'hui se fonde sur beaucoup plus de preuves, et que la littérature sur les insuffisances du

PIB comme mesure de bien-être et de progrès social aille grandissant, donne toutefois espoir que le débat puisse rester à l'ordre du jour cette fois-ci. Les avancées de la statistique européenne dans le développement d'indicateurs alternatifs de bien-être économique, social et environnemental alimentent ce point de vue. Il est cependant loin d'être évident que des indicateurs statistiques conduisent nécessairement, par eux-mêmes, à des résultats politiques tangibles en matière de poursuite des progrès sociaux et environnementaux. Ce chapitre a donc proposé des mesures centrales visant à améliorer la qualité de vie, notamment la réduction du temps de travail, la redistribution et les investissements dans la transformation socio-écologique.

Le succès de ce projet dépend du caractère continu de la pression politique des groupes environnementaux, ainsi que du mouvement syndical européen et d'autres, en faveur d'un changement du *policy-mix* économique. Leur critique doit aller de pair avec un nouveau projet socio-écologique doté d'objectifs communs, qui devront être mesurés à leur tour. Des conférences telles que celle organisée par IG Metall en 2012 sur « Changer de voie pour une vie bonne » (IG Metall, 2012), qui avait pour but de combiner conditions de travail décentes, transformation écologique et démocratie, prouvent que des acteurs importants sont conscients de la nécessité de mettre en place de telles alliances.

Références

- Becker B., Habermann H. et Melnick D. (2000) Measuring social phenomena 1954 to 1997- Progress?, Handbook of National Accounting – Studies in Methods, Series F 75, New York, Nations Unies, 401-407.
- Beirat für Wirtschafts- und Sozialfragen (1976), Qualitative Aspekte der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung (Wohlfahrtsindikatoren), Vienne, Beirat.
- Blanchard O. et Leigh D. (2013) Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers, IMF Working Paper 13/1, Washington, Fonds monétaire international.
- Bowles S. et Park Y. (2005) Emulation, Inequality, and work hours: was Thorsten Veblen right?, The Economic Journal, 115, 397-412.
- Chaloupek G. et Feigl G. (2012) Die Wachstumskontroverse vor vierzig Jahren und heute, Wirtschaft und Gesellschaft, 38 (4), 771-800.
- Commission européenne (2009) Le PIB et au-delà – Mesurer le progrès dans un monde en mutation, COM (2009) 433 final du 20 août 2009.

- Commission européenne (2012a) Employment and Social Developments in Europe 2012, Bruxelles, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion.
- Commission européenne (2012b) MIP Platform (http://ec.europa.eu/economy_finance/indicators/economic_reforms/eip/)
- Conseil d'Analyse Économique et Sachverständigenrat (2010) Monitoring economic performance, quality of life and sustainability (http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/fileadmin/dateiablage/Expertisen/2010/ex10_en.pdf).
- Costanza R., Hart M., Posner S. et Talberth J. (2009) Beyond GDP: The Need for New Measures of Progress, The Pardee Papers 4, Boston University, janvier 2009 (<http://www.bu.edu/pardee/files/documents/PP-004-GDP.pdf>).
- Degryse C. et Pochet P. (2012) Les inquiétants chemins de la nouvelle gouvernance européenne, in Natali, D. et Vanhercke, B. (eds.) Bilan social de l'Union européenne 2011, Bruxelles, ETUI et OSE, 87-107.
- Dullien S. et van Treeck T. (2012) Ziele und Zielkonflikte der Wirtschaftspolitik und Ansätze für Indikatoren und Politikberatung, IMK Policy Brief, Düsseldorf, Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung, novembre 2012 (http://www.boeckler.de/pdf/p_imk_pb_5_2012.pdf).
- Eurofound (2012) Third European Quality of Life Survey – Quality of life in Europe: Impacts of the crisis, Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat (2011) Report of the Sponsorship Group on Measuring Progress, Well-Being and Sustainable Development (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/pgp_ess/0_DOCS/estat/SpG_Final_report_Progress_wellbeing_and_sustainable_deve.pdf).
- Fitoussi J.-P. et Stiglitz J. (2009) The Ways Out of the Crisis and the Building of a More Cohesive World, Document de travail 17, Paris, Observatoire français des conjonctures économiques.
- Foley D. et Michl T. (1999) Growth and Distribution, Harvard, Harvard University Press.
- Galgóczi B. et Pochet P. (2012) How Trade Unions Cope with the Challenge of the Green Transformation in Europe?, in De Munck J., Didry C., Ferreras I. et Jobert A. (eds.) Renewing Democratic Deliberation in Europe, Bruxelles, Peter Lang, 239-254.
- Hayden A. et Shandra J. (2009) Hours of work and the ecological footprint of nations: an exploratory analysis, Local Environment, The International Journal of Justice and Sustainability, 14 (6), 575-600.
- Heller W. (1973) Coming to Terms with Growth and Environment, in Schurr S.H. (ed.), Energy, Economic Growth and the Environment, Baltimore, Taylor&Francis.

- Horn G., Dröge K., Sturn S., van Treeck T. et Zwiener R. (2009) Von der Finanzkrise zur Weltwirtschaftskrise (III): Die Rolle der Ungleichheit, IMK Report 41, Düsseldorf, Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung, septembre 2009 (http://www.boeckler.de/pdf/p_imk_report_41_2009.pdf).
- Huberman M. et Minns C. (2007) The times they are not changin': Days and hours of work in Old and New Worlds, 1870-2000, *Explorations in Economic History*, 44, 538-567.
- IG Metall (2012) Kurswechsel für ein gutes Leben (<http://www.igmetall-kurswechselkongress.de>).
- Jackson T. (2009) Prosperity without Growth – economics for a finite planet, Londres, Earthscan.
- Jahoda M., Lazarsfeld P. F. et Zeisel H. (1975 [1933]) Die Arbeitslosen von Marienthal. Ein soziographischer Versuch über die Wirkungen langandauernder Arbeitslosigkeit, Frankfurt a.M., Suhrkamp.
- Keynes J. M. (1963) Economic Possibilities for our Grandchildren (<http://www.econ.yale.edu/smith/econ116a/keynes1.pdf>).
- Knight K., Rosa E. et Schor J. (2012) Sustainability: The Role of Work Hours, Working Paper, 304, Political Economy Research Institute, Amherst, University of Massachusetts.
- Layard R. (2005) Happiness: Lessons from a new science, Londres, Penguin.
- Meadows D. H., Meadows D. L., Randers J. et Behrens W. W. (1972) The Limits to Growth, New York, Universe Books.
- Morgenstern O. (1972) Descriptive, Predictive and Normative Theory, *Kyklos*, 25 (4), Blackwell, 699-714.
- Myrdal G. (1973) Against the Stream, Critical Essays on Economics, New York, Pantheon Books.
- Nations Unies (1954) Yearbook of the United Nations, New York, Nations Unies.
- Nussbaum M. (2000) Women and Human Development: The Capabilities Approach, Cambridge, Cambridge University Press.
- OCDE (2008) Employment Outlook, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques.
- Ostleitner H. (1975) Wachstum und gesellschaftliche Stabilität, *Wirtschaft und Gesellschaft* 1, Vienne, AK Wien, 15-32.
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) (1990) Human Development Report, New York, Nations Unies.
- Polanyi K. (1977) The great transformation, New York, Academic Press Editions.
- Rockström J. *et al.* (2009) A safe operating space for humanity, *Nature*, 461, 472-475, 24 septembre 2009.
- Rezai A., Taylor L. et Mechler R. (2013) Ecological macroeconomics: An application to climate change, *Ecological Economics*, 85, 69-76.

- Romer C. et Romer D. (2010) The Macroeconomic Effects of Tax Changes: Estimates Based on a New Measure of Fiscal Shocks, *American Economic Review*, 100, 763-801.
- Rosnick D. et Weisbrot M. (2006) Are Shorter Work Hours Good for the Environment? A Comparison of U.S. and European Energy Consumption, Washington, Center for Economic and Policy Research.
- Rothschild K. (2005) Some Primitive Robust Tests of Some Primitive Generalizations, *post-autistic economics review*, 35, 2-10 (<http://www.paecon.net/PAEReview/issue35/Rothschild35.htm>).
- Sen A. (2009) *The Idea of Justice*, Londres, Allen Lane.
- Sharpe A. (1999) *A Survey of Indicators of Economic and Social Well-being*, Ottawa, Centre for the Study of Living Standards.
- Skidelsky R. et Skidelsky E. (2012) *How much is enough? Money and the good life*, New York, Other Press.
- Stern N. (ed.) (2007) *The Economics of Climate Change: The Stern Review*, New York, Cambridge University Press.
- Stiglitz J. (2008) Towards a General Theory of Consumerism: Reflections on Keynes, *Economic Possibilities for our Grandchildren*, in Lorenzo P. et Gustavo P. (eds.), *Revisiting Keynes: economic possibilities for our grandchildren*, Cambridge, MIT Press, 41-85.
- Stiglitz J., Sen A. et Fitoussi J.-P. (2009) Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress (<http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr>).
- Sturn S. et van Treeck T. (2010) Wachstumszwang durch Ungleichheit und Ungleichheit als Wachstumsbremse, *SPW* 2, 15-20.
- Taylor T. (2012) Robert Kennedy on Shortcomings of GDP in 1968 (<http://conversableeconomist.blogspot.co.at/2012/01/robert-kennedy-on-shortcomings-of-gdp.html>).
- Wilkinson R. et Pickett K. (2009) *The Spirit Level*, Londres, Allen Lane.
- Wilkinson R. et Pickett K. (2010) The impact of income inequalities on sustainable development in London, A report for the London Sustainable Development Commission on behalf of the Equality Trust.